

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202621]

4 AVRIL 2019. — Décret relatif aux mesures temporaires suite au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, sans accord, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition préliminaire*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 128 de celle-ci.

CHAPITRE II. — *Coordination des systèmes de sécurité sociale*

Art. 2. Le présent chapitre s'applique aux personnes visées à l'article 2 du règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale et aux personnes visées à l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 859/2003 du Conseil du 14 mai 2003 visant à étendre les dispositions du règlement (CEE) n° 1408/71 et du règlement (CEE) n° 574/72 aux ressortissants de pays tiers qui ne sont pas déjà couverts par ces dispositions uniquement en raison de leur nationalité, tenant compte, pour l'application du présent chapitre, de ce que le Royaume-Uni est assimilé à un État membre de l'Union européenne.

Art. 3. Pour l'application aux régimes visés à l'alinéa 2 des règlements et directive visés à l'alinéa 3, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est assimilé à un État membre de l'Union européenne.

Les régimes visés à l'alinéa 1^{er} sont :

- 1° le coût des prestations et interventions visées à l'article 43/7 du Code wallon de l'action sociale et de la santé;
- 2° les prestations familiales visées par le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales;
- 3° l'allocation pour l'aide aux personnes âgées visées par la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées.

Les règlements et directive visés à l'alinéa 1^{er} sont :

- 1° le règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale;
- 2° le règlement (CE) n° 987/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n° 883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale;
- 3° le règlement (CE) n° 859/2003 du Conseil du 14 mai 2003 visant à étendre les dispositions du règlement (CEE) n° 1408/71 et du règlement (CEE) n° 574/72 aux ressortissants de pays tiers qui ne sont pas déjà couverts par ces dispositions uniquement en raison de leur nationalité;
- 4° le règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil, du 14 juin 1971, relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés et à leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté;
- 5° le règlement (CEE) n° 574/72 du Conseil, du 21 mars 1972, fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non-salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté;
- 6° la directive n° 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers.

Art. 4. Lorsque, pour l'application du présent décret, une institution wallonne requiert, partiellement ou totalement, la collaboration d'une institution du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, notamment en termes d'échange d'information, l'institution wallonne prend toutes les mesures raisonnables pour obtenir le concours de cette institution, ou les informations nécessaires.

Si, à l'issue des démarches engagées, l'institution wallonne n'obtient pas les informations nécessaires, elle en informe sans délai la personne concernée, et invite celle-ci à lui produire les informations ou éléments pertinents dont elle dispose.

Une institution wallonne n'est pas tenue d'appliquer l'article 3 si, après s'être acquittée des obligations prévues aux alinéas 1^{er} et 2, celle-ci est dans l'impossibilité d'obtenir la collaboration ou les informations nécessaires à sa mise en œuvre. Il en va de même si la personne concernée ne fournit pas les informations nécessaires dans un délai raisonnable, ou fournit des informations incomplètes.

CHAPITRE III. — *Intégration des personnes étrangères*

Art. 5. L'article 152/7, § 3, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" Jusqu'au 31 décembre 2020, les personnes de nationalité britannique et les membres de leur famille tels que définis à l'article 150, sont dispensés des obligations visées aux paragraphes 1^{er} et 2. "

CHAPITRE IV. — *Applicabilité des régimes dérogatoires*

Art. 6. Afin d'assurer que la continuité dans l'application des règlements et directive visés à l'article 3 soit réciproque par rapport à l'application qui en sera faite par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Gouvernement peut adapter le champ d'application personnel défini à l'article 2 et le champ d'application matériel défini à l'article 3, tout en préservant le niveau et les conditions d'octroi des prestations familiales.

Le Gouvernement peut prévoir une date anticipée à laquelle chaque disposition du présent décret cesse d'être en vigueur.

Tout arrêté pris par le Gouvernement en l'application de l'article 6, est réputé n'avoir jamais sorti d'effets s'il n'est pas confirmé par décret dans les six mois qui suivent son adoption.

CHAPITRE V. — *Disposition finale*

Art. 7. Le présent décret entre en vigueur à la date à laquelle le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord quitte l'Union européenne conformément à l'article 50, § 3, du traité sur l'Union européenne sans qu'un accord tel que mentionné à l'article 50, § 2, du Traité sur l'Union européenne ait été conclu et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2020.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 4 avril 2019.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des Chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation,
du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

—
Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1341 (2018-2019) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 3 avril 2019.

Discussion.

Vote.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202621]

4 APRIL 2019. — **Decreet betreffende tijdelijke maatregelen na de terugtrekking van het Verenigd Koninkrijk uit de Europese Unie, zonder overeenkomst, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, aangelegenheden bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Coördinatie van de socialezekerheidsstelsels*

Art. 2. Dit hoofdstuk is van toepassing op de in artikel 2 van de verordening (EG) nr. 883/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 betreffende de coördinatie van de socialezekerheidsstelsels en op de in artikel 1 van de verordening (EG) nr. 859/2003 van de Raad van 14 mei 2003 tot uitbreiding van de bepalingen van verordening (EEG) nr. 1408/71 en verordening (EEG) nr. 574/72 tot de onderdanen van derde landen die enkel door hun nationaliteit nog niet onder deze bepalingen vallen bedoelde personen, rekening houdend, voor de toepassing van dit hoofdstuk, met het feit dat het Verenigd Koninkrijk wordt gelijkgesteld met een lidstaat van de Europese Unie.

Art. 3. Voor de toepassing op de stelsels bedoeld in het tweede lid van de stelsels en richtlijn bedoeld in het derde lid, wordt het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland gelijkgesteld met een lidstaat van de Europese Unie.

De stelsels bedoeld in het eerste lid zijn de volgende :

1° de kosten van de prestaties en tussenkomsten bedoeld in artikel 43/7 van het "Code wallon de l'action sociale et de la santé" (Waaals wetboek van sociale Actie en gezondheid);

2° de gezinsbijslagen bedoeld bij het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen;

3° de tegemoetkoming voor hulp aan ouderen bedoeld bij de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap.

De regelingen en richtlijn bedoeld in het eerste lid zijn de volgende :

1° Verordening (EG) nr. 883/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 betreffende de coördinatie van de socialezekerheidsstelsels;

2° Verordening (EG) nr. 987/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 16 september 2009 tot vaststelling van de wijze van toepassing van Verordening (EG) nr. 883/2004 betreffende de coördinatie van de socialezekerheidsstelsels;

3° Verordening (EG) nr. 859/2003 van de Raad van 14 mei 2003 tot uitbreiding van de bepalingen van verordening (EEG) nr. 1408/71 en Verordening (EEG) nr. 574/72 tot de onderdanen van derde landen die enkel door hun nationaliteit nog niet onder deze bepalingen vallen;

4° Verordening (EEG) nr. 1408/71 van de Raad van 14 juni 1971 betreffende de toepassing van de socialezekerheidsregelingen op loontrekkenden en hun gezinnen, die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen;

5° Verordening (EEG) nr. 574/72 van de Raad van 21 maart 1972 tot vaststelling van de wijze van toepassing van Verordening (EEG) nr. 1408/71 betreffende de toepassing van de sociale-zekerheidsregelingen op werknemers en zelfstandigen, alsmede op hun gezinsleden, die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen;

6° Richtlijn 2011/24/EU van het Europees Parlement en de Raad van 9 maart 2011 betreffende de toepassing van de rechten van patiënten bij grensoverschrijdende gezondheidszorg.

Art. 4. Wanneer een Waalse instelling voor de toepassing van dit decreet de volledige of gedeeltelijke medewerking van een instelling uit het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland vereist, onder andere wat betreft de uitwisseling van informatie, neemt de Waalse instelling alle redelijke maatregelen om de bijstand van die instelling of de nodige informatie te verkrijgen.

Indien de Waalse instelling aan het einde van de procedure vaststelt dat het onmogelijk is de nodige medewerking te verkrijgen, stelt zij de betrokkene hiervan onmiddellijk in kennis en verzoekt zij hem de relevante informatie of relevante elementen waarover hij beschikt, te verstrekken.

Een Waalse instelling is niet verplicht artikel 13 toe te passen indien zij, nadat zij aan de in het eerste en het tweede lid bedoelde verplichtingen heeft voldaan, niet in staat is de medewerking of informatie te verkrijgen die nodig is voor de uitvoering ervan. Hetzelfde geldt indien de betrokkene niet binnen een redelijke termijn de nodige informatie verstrekt of onvolledige informatie verstrekt.

HOOFDSTUK III. — *Integratie van vreemdelingen*

Art. 5. Artikel 152/7, § 3, van het "Code wallon de l'action sociale et de la santé" (Waaals wetboek van sociale Actie en gezondheid) wordt aangevuld met het volgende lid, luidend als volgt :

"Tot en met 31 december 2020, zijn de personen met de Britse nationaliteit en hun gezinsleden zoals bedoeld in artikel 150, vrijgesteld van de in het eerste en in het tweede lid, bedoelde verplichtingen."

HOOFDSTUK IV. — *Toepasselijkheid van de afwijkende regelingen*

Art. 6. Om te waarborgen dat de continuïteit van de toepassing van de regelingen en richtlijn bedoeld in artikel 3 wederkerig is met de toepassing ervan door het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, kan de Regering het persoonlijk toepassingsgebied bedoeld in artikel 2 en het materieel toepassingsgebied bedoeld in artikel 3 aanpassen, met inachtneming van het niveau en de voorwaarden voor de toekenning van de gezinsbijslagen

De Regering kan voorzien in een vroegere datum waarop elke bepaling van dit decreet ophoudt van kracht te zijn.

Elk besluit genomen door de Regering overeenkomstig artikel 6, wordt geacht nooit van kracht te zijn geworden, tenzij het binnen zes maanden na de aanneming ervan bij decreet wordt bevestigd.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepaling*

Art. 7. Dit decreet treedt in werking op de datum waarop het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland de Europese Unie overeenkomstig artikel 50, § 3, van het Verdrag betreffende de Europese Unie verlaat zonder dat een overeenkomst zoals vermeld in artikel 50, lid 2, van het Verdrag betreffende de Europese Unie is gesloten, en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2020.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 4 april 2019.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en
Administratieve Vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2018-2019 :

Stukken van het Waals Parlement, 1341 (2018-2019) Nrs. 1 tot 3

Volledig verslag, openbare vergadering van 3 april 2019.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202607]

25 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant l'agrément et le renouvellement d'agrément de centres de validation des compétences au second semestre 2018 et au premier trimestre 2019, pris sur base de l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française prévoit, et plus particulièrement les articles 14 à 16;

Vu le décret du 13 novembre 2003 portant assentiment à l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la Formation professionnelle continue, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis du Comité directeur du Consortium de validation des compétences du 8 octobre 2018;

Vu l'avis de la Commission consultative et d'agrément du Consortium de validation des compétences du 22 octobre 2018;